



---

## 67<sup>ème</sup> Session de l'Assemblée générale des Nations Unies 2<sup>ème</sup> Commission

Point 25 de l'ordre du jour

### **Activités opérationnelles de développement** **Operational activities for development**

New York, le 15 octobre 2012

Déclaration de la Suisse

---

Monsieur le Président,

La Suisse réitère son engagement en vue d'améliorer la cohérence, l'efficacité et l'efficacité du système des Nations Unies pour le développement. La négociation d'un nouvel « Examen quadriennal complet » (QCPR) est l'occasion pour tous les Etats membres de convenir d'un document fort et pertinent définissant des lignes directrices pour l'ensemble des activités opérationnelles de l'ONU en matière de développement.

Afin de réaliser cet objectif, nous devons travailler ensemble à créer les conditions de négociation nous permettant d'être et de rester positifs, transparents, informés et concentrés, tout en étant conscients que nous tirons tous à la même corde. C'est pourquoi, fidèle à sa tradition, la Suisse a encouragé avec d'autres les efforts infatigables du Département des affaires économiques et sociales (DAES) tout au long de cette année de phase préparatoire. Nous aimerions remercier M. Navid Hanif, Directeur du bureau de l'appui au Conseil économique et social et de la coordination et son équipe pour le précieux travail qu'ils ont fourni et pour leur soutien dans les mois à venir.

Monsieur le Président,

Evaluer l'Examen quadriennal complet est une grande responsabilité. Avant tout, nous devons être suffisamment disciplinés, de manière à ce que le QCPR reste un instrument opérationnel et suffisamment clair, pour éviter toute erreur d'interprétation. Nous estimons que la résolution doit fournir un cadre légal permettant au système de l'ONU de réagir correctement et de s'adapter aux besoins et aux réalités des pays. Parallèlement, cet instrument doit être suffisamment précis pour supprimer les obstacles et les lourdeurs de la bureaucratie et de l'administration, afin de renforcer le système et d'obtenir de meilleurs résultats en matière de développement.

Nous savons tous intuitivement qu'un système bien coordonné et organisé fonctionne mieux qu'un système fragmenté. Certes, ni l'harmonisation et la simplification des activités, ni la révision des modalités de financement ne sont des buts en soi, mais elles nous rapprochent de notre objectif commun. Puisque les changements requis ne peuvent être complètement définis au niveau national, nous devons formuler des lignes directrices permettant aux sièges principaux des agences de l'ONU de prendre les décisions, pour agir plus vite et évoluer dans la bonne direction.

Le QCPR permet de clarifier le rôle du système opérationnel face à des défis complexes, tels ceux que connaissent les pays en transition au sortir d'une crise, où le système opérationnel de l'ONU a clairement montré ses avantages comparatifs.

En conclusion, la Suisse est prête à aider le Bureau à faciliter la négociation, comme elle l'a fait en 2001, 2004 et 2007. Nous sommes convaincus que cet exercice contribuera à créer un système opérationnel onusien plus proche de nos attentes, à savoir :

- un système **intelligent**, dont l'action repose sur les faits ;
- un système **flexible** capable de s'adapter à de nouvelles situations et à des besoins changeants;
- un système **cohérent** permettant aux acteurs d'intervenir suivant leurs mandats et avantages comparatifs ;
- un système **d'assistance**, dont la vocation première est d'aider les populations pauvres et vulnérables ;
- un système **fort**, qui ait un véritable impact sur le terrain.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Mr. President,

Switzerland would like to reaffirm its commitment to the creation of a more coherent, effective and efficient UN development system. The negotiation of a new Quadrennial Comprehensive Policy Review (QCPR) is a timely opportunity to agree upon a strong and relevant document, owned by Member States and universally recognized as the key guiding document for all UN development operational activities.

To achieve this goal, we need to work together to forge the negotiating conditions that will allow us to be and remain positive, frank, informed and focused, while acknowledging that we are all in the same boat. Therefore, and in keeping with tradition, Switzerland has joined others in supporting the relentless effort that the Department of Economic and Social Affairs (DESA) has competently pursued throughout this year in the preparatory phase. We would like to thank Mr. Navid Hanif, Director of the ECOSOC Support and Coordination Office and his staff for their great job and for their support in the months to come.

Mr. President,

By reviewing the QCPR, we are taking on a great responsibility. We need to be disciplined enough, above all, to keep the QCPR operational and clear so as to avoid misinterpretation. In our view, the resolution should provide a suitable legal framework allowing the UN System to respond and adapt to countries' needs and realities. At the same time, it has to be sufficiently precise to help remove bureaucratic or administrative obstacles and burdens in order to strengthen the system and produce better development results.

Intuitively, we all know that a well coordinated and organized system would perform better than a fragmented one. Harmonization and simplification of business practices as well as a revision of funding modalities are not, of course, objectives as such but certainly a means to reaching our common goal. As the required changes cannot be entirely fixed at the country level, guidance must be given to enable UN agencies' headquarters to take the corresponding decisions that allow them to move swiftly in the right direction.

The QCPR also provides the opportunity to clarify the importance of the role of the operational system vis-à-vis complex challenges, such as countries in transition emerging from crisis, where the operational system of the UN has demonstrated clear comparative advantages.

In conclusion, Switzerland is ready to support the Bureau in facilitating the negotiation, as was the case in 2001, 2004 and 2007. We are convinced that this exercise will move the UN operational system closer towards what we all want, that is:

- an **intelligent** system that determines its action on the basis of evidence;
- a **flexible** system capable of adapting to new situations and changing needs;
- a **coherent** system allowing actors to play their part according to their respective mandates and comparative advantages;
- a **supportive** system that aims first and foremost to serve the poor and the most vulnerable;
- a **strong** system that makes a difference in the countries where it operates.

Thank you.